

COUR ADMINISTRATIVE

Numéro du rôle : 28820C

Inscrit le 5 juillet 2011

Audience publique du 7 février 2012

Appel formé par

Madame ..., ...

contre un jugement du tribunal administratif du 25 mai 2011

**(n° 27017 du rôle) ayant statué sur son recours dirigé contre deux décisions de
l'administration communale de la Ville de Luxembourg
en matière d'affectation**

Vu la requête d'appel inscrite sous le numéro 28820C du rôle et déposée au greffe de la Cour administrative le 5 juillet 2011 par Maître Claude BLESER, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Madame ..., épouse ..., ..., demeurant à ..., dirigée contre un jugement du tribunal administratif du Grand-Duché de Luxembourg du 25 mai 2011 (n° 27017 du rôle) ayant déclaré non fondé son recours en annulation formé contre une décision du collège échevinal de la Ville de Luxembourg du 15 mars 2010 l'informant de sa mutation du service de la recette communale au service de et de la décision communale confirmative sur recours gracieux du 28 avril 2010 ;

Vu l'exploit de l'huissier de justice suppléant Patrick MUELLER, en remplacement de l'huissier de justice Carlos CALVO, les deux demeurant à Luxembourg, du 8 juillet 2011 portant signification de cette requête d'appel à l'administration communale de la Ville de Luxembourg ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 13 septembre 2011 par Maître Jean KAUFFMAN, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de la Ville de Luxembourg ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe de la Cour administrative le 13 octobre 2011 par Maître Claude BLESER au nom de Madame ... ;

Vu le mémoire en duplique déposé au greffe de la Cour administrative le 9 novembre 2011 par Maître Jean KAUFFMAN, au nom de la Ville de Luxembourg ;

Vu les pièces versées au dossier et notamment le jugement entrepris ;

Le rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maîtres Claude BLESER et Jean KAUFFMAN en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 22 novembre 2011.

Par courrier du 10 décembre 2009, le collège échevinal de la Ville de Luxembourg informa Madame ..., épouse ..., ..., qu'il se proposait de la muter au sein du service de Sur sa demande afférente, Madame ... fut convoquée à un entretien personnel qui eut lieu le 2 février 2010 à l'Hôtel de Ville en présence du bourgmestre, de la directrice des ressources humaines et du chef du service de l'administration du personnel de la Ville de Luxembourg. Le 4 mars 2010 Madame ... prit position par rapport au compte-rendu de cette entrevue lui adressée le 9 février 2010. La décision du collège échevinal du 15 mars 2010 portant mutation de Madame ... au service de ... à compter du 1^{er} mai 2010 pour des raisons d'organisation interne fut notifiée à Madame ... le 30 mars 2010, la motivation afférente lisant comme suit :

« (...) Cette mutation est opérée dans le cadre des dispositions de l'article 8 de la loi du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux, tel que ce texte a été modifié par la suite.

L'entretien du 2 février 2010 à l'Hôtel de Ville au cours duquel vous avez présenté vos observations par rapport à la mutation projetée est à considérer comme entretien préalable telle que prévu aux dispositions précitées.

Je tiens à vous rappeler que le fonctionnaire qui est déplacé dans les conditions qui précèdent, refuse le nouvel emploi, peut être considéré comme démissionnaire par le conseil communal (...).

Le 23 avril 2010, Madame ... introduisit un recours gracieux contre cette décision de mutation, lequel fut rejeté par décision du collège échevinal du 28 avril 2010.

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 18 juin 2010, Madame ... fit introduire un recours en annulation contre les deux décisions précitées du collège échevinal des 15 mars et 28 avril 2010. Par jugement du 25 mai 2011, le tribunal déclara le recours non fondé et écarta la demande en allocation d'une indemnité de procédure formée par la demanderesse.

Par requête d'appel déposée au greffe de la Cour administrative le 5 juillet 2011, Madame ... a fait entreprendre le jugement précité du 25 mai 2011 dont elle sollicite la réformation dans le sens de voir accueillir son recours initial et de voir annuler la décision du collège échevinal du 15 mars 2010 et, pour autant que de besoin, celle du 28 avril 2010. Elle demande encore à être autorisée à réintégrer le service de la recette communale de la Ville de Luxembourg à son poste occupé avant la mutation au service de..., sinon au service ... — connections à partir du 1^{er} juillet 2011 auprès de la Société anonyme ... sollicité encore l'allocation d'une indemnité de procédure de première instance de l'ordre de 1500 euros et de 2000 euros pour l'instance d'appel.

En fait, Madame ... expose être au service de la Ville de Luxembourg en tant qu'. depuis le 1^{er} janvier 1980, son engagement définitif étant intervenu avec effet au 1^{er} janvier 1982. Elle explique avoir pris un congé sans solde pour s'occuper de l'éducation de ses trois enfants pendant une période de plus ou moins 10 ans pour se trouver affectée au service de l'enseignement de la Ville à partir du 1^{er} novembre 1995. Elle expose que par la suite un instituteur à l'encontre duquel des reproches d'attouchements sur des élèves avaient été élevés, aurait été détaché au même service de l'enseignement et que ce détachement aurait eu lieu sur l'intervention de l'association des parents d'élèves dont elle-même était membre. Elle aurait alors été approchée pour qu'elle accepte sa propre mutation vers un poste administratif

au ... – département du service de l'enseignement. Elle précise qu'en contrepartie de son acceptation de cette mutation, les responsables de la Ville de Luxembourg se seraient engagés à ce qu'elle ne fût plus mutée sans son accord explicite. Elle aurait été affectée à ce service à compter du 1^{er} juillet 2000. Pour éviter par la suite tout contact avec des membres du service de l'enseignement, sinon des enseignants, elle aurait demandé sa mutation au sein du service de la recette communale où elle se serait trouvée affectée depuis le 1^{er} novembre 2001.

L'appelante soutient qu'au début de l'année 2009, dans le cadre de la réorganisation du service de la recette communale, le receveur aurait proposé de muter certains agents, parmi lesquels elle aurait figuré, vers d'autres services. Elle aurait alors rappelé à l'administration communale qu'elle aurait accepté sa mutation du service de l'enseignement au service de la recette communale pour les raisons ci-avant exposées et qu'elle s'opposerait à toute mutation vers un autre service. Les représentants du personnel auraient insisté auprès de la commission de mobilité pour que ses arguments soient pris en considération. Cependant, vers la fin de l'année 2009, son service d'attache aurait fait une nouvelle demande de mutation sans l'en informer. Or, ce faisant, la procédure interne, telle que convenue entre la délégation des représentants du personnel et les responsables de la Ville de Luxembourg, n'aurait pas été respectée en ce qu'elle n'aurait pas été convoquée à la réunion au sein de la commission de mobilité pour discuter de sa mutation compte tenu de son refus.

Madame ... explique qu'elle aurait par la suite été convoquée à un entretien personnel lors duquel le bourgmestre aurait exposé qu'il y aurait une vacance de poste susceptible d'être occupé par elle, étant donné qu'elle disposerait du profil, de l'expérience professionnelle et des qualifications requises, mais qu'il serait apparu surtout que la mutation envisagée était motivée par des considérations d'ordre purement personnel et non pas par une quelconque nécessité liée à une réorganisation du service.

En droit, l'appelante réitère son moyen suivant lequel le tribunal aurait été compétent pour statuer comme juge du fond, sans cependant indiquer en vertu de quelle disposition légale tel pourrait être le cas.

A défaut de disposition légale prévoyant à un recours de pleine juridiction en la matière, c'est à juste titre que le tribunal s'est déclaré incompétent pour connaître du recours principal en réformation.

L'appelante estime encore que son recours en première instance était recevable pour avoir été introduit dans les délais de la loi et qu'elle-même avait intérêt à agir, vu qu'elle avait été affectée à un autre service, sans son accord.

Ces deux questions n'ayant pas été litigieuses en première instance, il n'y a pas lieu de s'y attarder autrement.

Au niveau de la motivation des décisions attaquées, l'appelante conclut à une insuffisance caractérisée en ce que le collège échevinal se bornerait à invoquer des raisons d'organisation du service en s'appuyant sur l'article 8, paragraphe 2, de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux, ci-après « *le statut général* » prévoyant qu'une mutation peut intervenir « *dans l'intérêt du service* », sans cependant justifier plus en avant la mutation d'office intervenue dans son chef.

Les premiers juges ont retenu à juste titre que si la motivation indiquée formellement dans la décision de changement d'affectation du 15 mars 2010 était certes sommaire, il n'en restait pas moins qu'elle avait été complétée et explicitée en cours de première instance par le mandataire de l'administration communale de la Ville de Luxembourg à travers ses mémoires en réponse et en duplique.

En instance d'appel, le mandataire de la Ville reprend ces éléments complémentaires explicatifs. Il y a dès lors lieu de confirmer le tribunal en ce qu'il a rejeté le moyen d'une absence, sinon d'une insuffisance au niveau de l'indication de la motivation, l'intéressée ayant pour le surplus pu utilement préparer sa défense.

Quant au bien-fondé de la motivation de la décision de mutation attaquée, Madame ... estime que derrière la façade d'une mutation dans l'intérêt du service, la Ville lui aurait *a priori* infligé une sanction disciplinaire cachée. L'appelante expose qu'elle se trouvait parfaitement intégrée dans le service de la recette communale et y accomplissait un travail irréprochable pendant toutes ses années d'affectation. Sur base de sa longue expérience professionnelle elle serait devenue un élément indispensable de ce service. Selon elle, le changement d'affectation lui imposé ne correspondrait pas du tout au descriptif de poste qui lui avait été communiqué de façon informelle après la décision précitée du 15 mars 2010. Elle est d'avis que la décision de mutation n'est pas du tout intervenue dans l'intérêt du service et que le changement d'affectation intervenu a entraîné dans son chef un préjudice disproportionné par rapport à l'intérêt du service.

Madame ... énonce qu'elle occupait au département des dépenses de la recette communale, un poste à grande responsabilité qui lui fournissait du travail pendant toute la journée. Elle circonscrit sa tâche comme ayant consisté à effectuer le paiement des factures de la Ville et plus particulièrement le paiement des salaires des employés communaux et la clôture annuelle des dépenses en système SAP, ceci depuis 2004. A l'instar des deux autres fonctionnaires occupés dans le service, elle aurait effectué environ 100 opérations de paiement par jour en moyenne, suivant les calculs des agents de contrôle du ministère de l'Intérieur. Elle déclare avoir eu accès au système Multi-line pour les virements électroniques à partir des comptes courants de la Ville auprès de diverses banques luxembourgeoises. Ces virements pouvaient porter sur des milliers voire des millions d'euros. Après l'introduction du système SAP (système informatique que la Ville utilise pour sa comptabilité) et avant l'introduction du nouveau Multi-line par Luxtrust, Madame ... aurait pu faire ces virements toute seule.

Par contre, le service d'accueil, d'après les explications de Madame ..., ne correspond aucunement à ses compétences et au travail effectué auparavant. Elle le qualifie de voie de garage où elle aurait été placée pour des raisons obscures, tel que cela aurait déjà été relevé par elle lors de l'entretien du 2 février 2010 et évoqué par son mandataire dans la prise de position adressée au bourgmestre en date du 4 mars 2010. Aucune contestation ni remarque n'auraient été formulées par la suite de la part des autorités communales y relativement. Ainsi, pour la période du 1^{er} mai au 31 décembre 2010, l'occupation de l'appelante serait limitée à environ une voire au maximum deux heures de travail effectif par jour. Sa seule et unique tâche aurait été celle d'encoder des données fournies par d'autres personnes en vue de comptabiliser en moyenne environ vingt factures par jour relatives au service de .

Le 1^{er} janvier 2011 la privatisation du service de... de la Ville, déjà connue lors de la prise de la décision de mutation critiquée, aurait été effectuée et elle se serait retrouvée parmi

le personnel de la société anonyme ... SA. A partir du 1^{er} janvier 2011 les factures du service de... auraient été comptabilisées par Madame ...du service financier de la Ville. Il ne serait resté à l'appelante absolument plus aucun travail à faire. De la sorte, elle serait restée pendant 6 mois complètement désœuvrée.

Par un courrier du 29 juin 2011, la société ... SA l'aurait informée de son affectation au service ... à ... avec effet à partir du 1^{er} juillet 2011. L'appelante déclare se réserver expressément tous droits et actions au sujet de cette nouvelle mutation qu'elle qualifie être intervenue en violation de son statut légal.

Elle estime qu'à part le manque de défi intellectuel, sa situation pourrait être qualifiée de harcèlement moral au plus haut niveau. Vu qu'elle s'était dévouée corps et âme à son travail au service de l'administration communale de la Ville de Luxembourg, le fait pour elle de ne pas pouvoir travailler en contrepartie de son salaire non seulement serait de nature à la mettre mal à l'aise, mais encore serait absolument contraire à l'intérêt public. D'un autre côté, contrairement aux affirmations de la Ville, il n'y aurait eu aucune réduction de la charge de travail au sein du service auquel elle se trouvait affectée ni aucune réorganisation effective. Si plusieurs personnes avaient été déplacées, force serait de constater qu'après une première période où son poste serait resté inoccupé, celui-ci aurait été pourvu en la personne de Monsieur Il n'aurait dès lors pas été supprimé. Au niveau des descriptions de postes, l'appelante tient à préciser que la soi-disant description de poste versée par le mandataire de la Ville en première instance serait en contradiction flagrante avec le document qui avait été anonymement déposé sur son bureau au moment des négociations qui auraient eu lieu pour l'inciter à quitter son poste initial.

Quant au fond de la motivation à la base des décisions de changement d'affectation critiquées, la Ville estime que, d'un côté, ce serait à tort que l'appelante y voit une sanction disciplinaire déguisée, tout comme, d'un autre côté, ces décisions seraient justifiées par l'intérêt du service du moment. La Ville explique que la situation était telle que la reprise de l'encaissement et du recouvrement des factures d'..., gaz et eau par la société ... aurait eu pour conséquence une diminution importante du travail de la recette communale, d'où une réorganisation au niveau du personnel et une nouvelle répartition des tâches. Ainsi, différents postes auraient dû être supprimés et certaines tâches auraient dû être réattribuées en interne. En tout, douze postes auraient été supprimés, à savoir neuf agents qui auraient été mutés vers d'autres services de la Ville et trois agents qui auraient été pensionnés. Les critères qui auraient été à la base du choix des personnes à maintenir à la recette communale auraient été la polyvalence, la compétence et l'engagement. Ce choix aurait découlé de la mission conférée au chef de service par le collège échevinal, à savoir l'organisation interne de son service respectif.

La Ville fournit l'organigramme du service recette communale pour les bureaux concernés – domiciliation, poursuites IPF, poursuites EGE et dépenses –, auquel dernier bureau Madame ... aurait été affectée ensemble avec deux autres personnes, soit sept personnes en tout pour ces bureaux. Après réorganisation cet effectif aurait été réduit à cinq personnes avec Madame ..., précédemment affectée au bureau domiciliations, qui serait venue remplacer Madame ... au bureau dépenses. D'après la Ville, Madame ... se serait vu attribuer une tâche supplémentaire dans un premier temps, à savoir les poursuites des factures de tarif augmenté, à côté de son travail au bureau domiciliations. Par la suite, il se serait avéré que le travail de ce bureau pouvait être effectué sans problème par une seule personne, de sorte que Madame ... aurait été affectée entièrement au bureau dépenses, tout en conservant la gestion

des poursuites. D'un autre côté, Monsieur ... aurait effectivement quitté la recette communale pour un autre service de la Ville pour une durée de plus ou moins dix mois jusqu'en août 2010, mais la Ville affirme que ce départ n'aurait rien eu à avoir avec le remplacement de Madame

En tout, les effectifs de la recette communale auraient été rétrécis de 41 à 29 personnes. Madame ..., elle-même issue de la carrière de l'... administratif, n'aurait pas correspondu au profil du poste vacant temporairement, à savoir celui de Monsieur ... au bureau des poursuites. Comme partout, ce serait le chef de service qui serait responsable du bon fonctionnement et de l'organisation de son service avec la spécificité qu'en l'occurrence le receveur communal, d'après les dispositions de l'article 94 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 serait personnellement responsable de sa gestion. Dès lors, toutes les décisions relatives à l'organisation et au bon fonctionnement de son service auraient incombé précisément au receveur communal, de sorte que d'après la Ville les décisions entreprises se justifieraient amplement.

Contrairement à l'argumentaire développé par Madame ..., le service de la recette communale constituerait un tout avec ses différentes tâches qui seraient les siennes d'après l'organigramme. Il serait clair qu'à partir du moment où une partie des attributions de la recette communale aurait été transférée à la société ..., l'ensemble des attributions de l'ancien service de recette communale s'en trouverait également modifié, étant donné que notamment les factures d'... et de gaz auraient échappé dorénavant à la recette communale, où dès lors on n'aurait plus eu besoin de secrétaires, d'encaisseurs, de gestionnaires ou encore de comptables, voire d'autres personnes dans les domaines spécifiques visés.

Dès lors, il conviendrait de réfuter tout reproche de mesure disciplinaire, compte tenu du fait que toutes les mutations internes, sans aucune exception, auraient été dictées par de pures raisons organisationnelles.

En fin de compte, il serait resté un transfert à opérer et ce transfert serait concrètement tombé sur Madame ... qui aurait partant été appelée à rejoindre le service d'... où un poste serait devenu vacant suite au départ à la retraite de Madame A ce niveau, la description du profil du poste vacant aurait correspondu à celui de Madame ... en sa qualité d'..... Elle y aurait été appelée à occuper le poste d'... au service ... avec la mission d'être aide-comptable suivant un descriptif des tâches à assumer qui auraient consisté dans la préparation des formulaires et mandats destinés au paiement des factures, recherches des numéros d'engagement, préparation et comptabilisation des factures de télécommunication etc..

Suivant la Ville, la jurisprudence des juridictions administratives irait dans le sens que seraient pris en considération les intérêts d'un des services qui pouvait être soit le service qui est quitté par l'intéressée, soit le service qui accueille l'intéressée. En l'occurrence, force serait de constater que suite au remaniement du service de la recette communale, étant donné que la société ... s'occupe dorénavant des recouvrements pour , il y aurait manifestement eu un surplus d'effectifs par rapport aux tâches assignées au service de la recette communale. En s'appuyant sur des exemples de la jurisprudence des juridictions administratives, la Ville estime qu'en l'occurrence le service de la recette communale qui occupait l'appelante aurait nécessité une réduction de personnel, alors que le service ... vers lequel elle a été dirigée aurait nécessité la présence d'une nouvelle personne ayant une certaine expérience au niveau des tâches administratives, expérience qui aurait été précisément acquise dans le chef de Madame

C'est avec insistance que la Ville déclare protester contre l'affirmation de Madame ... suivant laquelle la pièce contenant une description de poste (pièce 3 de la Ville) serait un document confectionné et versé pour les besoins de la présente procédure par la Ville. La prise de position de l'appelante équivaldrait à un procès d'intention intenté à la Ville. La description du profil du poste vacant litigieux renverrait à la notion de l'... administratif avec une mission liée au poste d'aide-comptable. Une colonne reprendrait la description des tâches à effectuer. Aux niveaux rédactionnel, connaissances d'informatique et esprit d'organisation, ainsi que coordination, esprit d'initiative et créativité, des exigences moyennes seraient requises pour les connaissances liées à l'informatique, les règles internes de comptabilisation, familière à Madame ..., ainsi que la connaissance des systèmes informatiques C SAP Project, E-WAP, Word, Excel. En l'occurrence, l'appelante ne contesterait pas connaître ces systèmes. Au fur et à mesure où d'autres exigences auraient été nécessaires pour l'exécution de ses nouvelles tâches, des formations adéquates auraient été données. De façon générale, ce ne serait pas parce que le collège des bourgmestre et échevins n'a pas contesté les affirmations de Madame ... lors de l'entretien, qu'il les aurait pour autant acceptées par la suite.

Le procès-verbal afférent aurait été rédigé par le collège échevinal d'après la façon dont il aurait analysé les choses. Aucune conclusion contraire ne saurait en autre tirée.

Plus loin, la Ville affirme qu'il serait sans fondement de prétendre qu'il n'y avait pas eu de remaniement au niveau du service de la recette communale, alors qu'il y aurait eu une réduction de ses effectifs qui se serait imposée à elle. La Ville conteste formellement l'affirmation suivant laquelle la recette communale recherche actuellement du personnel ayant notamment le profil qui correspond à celui de Madame ..., affirmation qui par ailleurs resterait à défaut d'être prouvée par elle. De toute façon ce point n'aurait pas d'incidence sur les décisions prises à l'époque.

En toute occurrence, il y aurait lieu de suivre les premiers juges qui auraient retenu que le simple fait d'avoir peu de travail et d'avoir à suivre des formations pour répondre aux exigences du nouveau poste ne saurait conférer à la décision de mutation un caractère disproportionné. Contrairement à ce qu'affirme Madame ..., il n'y aurait pas de dégradation « *du fait de la mutation opérée* », de même que le fait que l'intéressée a été affectée par la suite avec effet à partir du 1^{er} juillet 2011 à un autre poste serait sans caractère pertinent pour l'issue du présent litige. Contrairement aux conclusions de Madame ... il n'existerait pas de préjudice dans son chef, de sorte qu'il ne saurait pas non plus y avoir de préjudice disproportionné pour elle par rapport à l'intérêt du service. Ce serait cette dernière notion qui aurait seule guidé les décisions de la Ville.

La Ville conclut enfin qu'en cas d'annulation des décisions critiquées, aucune réintégration ne saurait être prononcée par la Cour, pareille mesure n'étant pas prévue par la loi.

Suivant le paragraphe 1^{er} de l'article 8 du statut général « *à moins que l'affectation ne résulte de la nomination ou de la promotion, le fonctionnaire est affecté à l'un des emplois correspondant à sa fonction par le collège des bourgmestre et échevins* ».

Le paragraphe 2 du même article 8 dispose que « *dans l'intérêt du service, le fonctionnaire peut être changé de service, d'attribution ou d'affectation, pourvu que le nouvel emploi ne soit inférieur ni en rang, ni en traitement. La mesure est prise par le collège des*

bourgmestre et échevins. Avant toute mesure, le fonctionnaire visé doit être entendu en ses observations ».

Tout comme en première instance, l'appelante ne conteste pas que le changement d'affectation litigieux n'a pas eu pour conséquence de la faire passer vers un emploi inférieur en rang ou en traitement. Ses contestations tournent autour de l'intérêt du service en ce qu'elle part de la promesse qui lui aurait été faite il y a plus de dix ans, qu'elle ne changerait plus de service, pour contester d'abord le principe même du changement d'affectation opéré dans son chef, et ensuite le même intérêt du service à partir d'une balance qu'elle établit entre ses prestations antérieures au changement et celles postérieures, négative pour l'intérêt public, jusqu'à supputer une sanction disciplinaire déguisée.

Tel que l'ont dégagé à bon escient les premiers juges, la réalité d'une promesse ferme et précise en ce qu'eu égard aux antécédents l'intéressée ne serait plus mutée, une fois affectée à la recette communale, outre qu'elle reste à être établie, n'aurait pas pu avoir d'effet légal étant donné qu'une autorité administrative ne dispose pas du pouvoir de tenir en échec les dispositions de la loi par une promesse définitive de non-mutation. En effet, d'après le paragraphe 2, de l'article 8 du statut général, dans l'intérêt du service, un changement d'affectation doit rester possible dans le chef de tout fonctionnaire, ne fût-ce que dans l'hypothèse d'une suppression d'un service ou d'une diminution de ses effectifs et une autorité ne saurait transiger sur une telle obligation légale. C'est dès lors à bon droit que les premiers juges ont écarté le moyen tiré de la promesse alléguée par Madame

Dans un premier temps, en matière de mutation d'un fonctionnaire, il appartient à l'administration d'établir l'intérêt du service globalement considéré, condition *sine qua non* suivant laquelle un fonctionnaire peut être changé de service notamment. Devant la toile de fond de l'espèce, dans le contexte de l'abandon plus particulièrement des facturations en matière d'..., eau et gaz à la société ..., la recette communale a non seulement diminué en effectifs en passant de 41 à 29 collaborateurs, mais encore a-t-elle connu une nouvelle répartition des tâches et une réorganisation du personnel, telles que décrites de façon pertinente par les premiers juges. Le changement d'affectation intervenu dans le chef de Madame ... repose *a priori*, à partir de ces données de base, sur l'intérêt du service, tel que visé par le paragraphe 2 de l'article 8 du statut général. Il appartient dès lors à Madame ... d'établir que sa mutation ne serait précisément pas intervenue dans l'intérêt du service. Tel pourrait être le cas si sa mutation devait s'analyser en tant que sanction disciplinaire déguisée. A cet égard, la Cour est amenée à rejoindre les premiers juges étant donné qu'au-delà de toutes allégations faites par l'appelante que dans le sens de tractations obscures qui auraient entouré sa mutation, ni ses propres assertions, ni les pièces produites en cause ne font ressortir que le changement d'affectation litigieux serait intervenu pour des raisons autres que l'intérêt du service, ci-avant dégagé. C'est dès lors encore à bon droit que les premiers juges ont écarté ce volet de l'argumentaire de Madame

Reste la balance négative que l'appelante invoque en énonçant ses prestations dans son service de départ et celles, bien moindres selon elle en quantité et en qualité, dans son service d'accueil.

Tout d'abord le juge administratif est en l'occurrence appelé à statuer dans le cadre d'un recours en annulation. Il doit dès lors se situer aux dates respectives où les deux décisions litigieuses ont été prises.

Saisi d'un recours en annulation il est appelé à vérifier, d'un côté, si, au niveau de la décision administrative querellée, les éléments de droit pertinents ont été appliqués et, d'un autre côté, si la matérialité des faits sur lesquels l'autorité de décision s'est basée est établie. Au niveau de l'application du droit aux éléments de fait, le juge de l'annulation vérifie encore s'il n'en est résulté aucune erreur d'appréciation se résolvant en dépassement de la marge d'appréciation de l'auteur de la décision querellée.

Le contrôle de légalité à exercer par le juge de l'annulation n'est pas incompatible avec le pouvoir d'appréciation de l'auteur de la décision qui dispose d'une marge d'appréciation. Ce n'est que si cette marge a été dépassée que la décision prise encourt l'annulation pour erreur d'appréciation. Ce dépassement peut notamment consister dans une disproportion dans l'application de la règle de droit aux éléments de fait. Le contrôle de légalité du juge de l'annulation s'analyse alors en contrôle de proportionnalité.

En substance, il y a lieu d'analyser si à travers la décision de changement d'affectation intervenue dans le contexte de la réduction des effectifs de la recette communale, l'autorité communale compétente a dépassé sa marge d'appréciation. Cette marge d'appréciation est à replacer dans le contexte précis de l'évaluation de l'intérêt du service. Cet intérêt du service ayant été valablement dégagé du côté communal, il appartient à l'appelante d'établir qu'en procédant à un changement d'affectation dans son chef, la commune aurait dépassé sa marge d'appréciation en la matière. A ce niveau, la Cour est encore amenée à rejoindre les premiers juges en ce que de manière minutieuse ils ont retracé que suivant l'argumentaire déployé resté en substance le même en instance d'appel, l'intéressée n'a pas établi à suffisance que les tâches lui dévolues au nouveau poste n'auraient pas correspondu à ses compétences. A la base le poste d'accueil comme le poste de départ relèvent de la carrière d'... administratif dont fait partie Madame

Les premiers juges ont encore écarté à bon escient l'argumentaire de l'appelante pour dire que la mutation ne s'analyse pas en mesure disproportionnée à son encontre, étant donné, d'une part, qu'aucun préjudice matériel n'en est résulté dans son chef, ni son rang, ni son traitement, ni sa carrière n'ayant été remis en cause par cette mesure et, d'autre part, que le simple fait d'avoir peu de travail et d'avoir à suivre des formations pour répondre aux exigences du nouveau poste ne saurait conférer à la décision de changement d'affectation un caractère disproportionné. S'il est retraceable, à partir du point de vue de l'appelante, que le fait qu'un fonctionnaire qui a pleinement rempli son cadre de travail à son poste de départ se retrouve à un poste d'arrivée où beaucoup moins de travail est à évacuer par lui, ne correspond pas à l'intérêt public au sens large, cette constatation, encore qu'elle soit dérangeante pour tout citoyen contribuable, n'équivaut cependant pas à dire que la mutation intervenue n'a pas été opérée dans l'intérêt du service tel que visé par le paragraphe 2 de l'article 8 du statut général, dans une hypothèse telle celle de l'espèce où l'intérêt du service dans sa globalité se trouve dûment vérifié par ailleurs à partir des remaniements nécessairement opérés. C'est dès lors à juste titre que les premiers juges ont écarté sous tous ses volets l'argumentaire de Madame ... relatifs à l'intérêt du service.

Il résulte de l'ensemble des développements qui précèdent que l'appel n'est fondé en aucun de ses moyens et que le jugement dont appel est à confirmer, y compris en ce qu'il a rejeté la demande en allocation d'une indemnité de procédure pour la première instance, réitérée en instance d'appel par Madame

Eu égard à l'issue du litige, il y a également lieu de rejeter la demande en allocation d'une indemnité de procédure pour l'instance d'appel formulée par l'appelante.

Par ces motifs,

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties ;

déclare l'appel recevable ;

au fond, le dit non justifié ;

partant, en déboute l'appelante ;

confirme le jugement entrepris ;

écarte la demande en allocation d'une indemnité de procédure de l'appelante pour l'instance d'appel ;

condamne l'appelante aux dépens de l'instance d'appel.

Ainsi délibéré et jugé par:

Georges RAVARANI, président,
Francis DELAPORTE, vice-président,
Henri CAMPILL, premier conseiller,

et lu par le président en l'audience publique au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en tête en présence du greffier de la Cour Anne-Marie WILTZIUS.

s. WILTZIUS

s.RAVARANI

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 22 novembre 2016
Le greffier de la Cour administrative